

## BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 3 octobre au 9 octobre 2025.

### À Retenir

- [Australie](#) : Les barrières commerciales européennes font pression sur une industrie de l'acier fragilisée
- [Nouvelle-Zélande](#) : Le nombre record d'émigrés alerte sur la situation économique du pays
- [Pacifique](#) : Fidji : baisse des prix de 3,8 % sur un an en septembre 2025

#### LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Nouvelle-Zélande

**2,5%**

Baisse du taux directeur

La Banque de réserve de Nouvelle-Zélande a surpris les marchés en abaissant son taux directeur de 50 points de base à 2,5 %, et en indiquant que d'autres baisses pourraient suivre. La décision s'explique par la faiblesse de l'activité économique (-0,9 % de croissance au deuxième trimestre 2025 en glissement annuel), tandis que l'inflation, à 2,7 % au T2 2025, demeure dans la fourchette cible de 1 à 3 %. La banque centrale estime que l'excédent des capacités dans l'économie permettra un retour de l'inflation vers le point médian de 2 % d'ici la première moitié de 2026. Elle précise que le comité de direction reste ouvert à de nouvelles réductions du taux directeur lors de sa prochaine réunion du 26 novembre. [RNZ](#), [RBNZ](#)

## Retour sur

Le 2 octobre dernier, le Premier sous-gouverneur de la Banque de France, Denis Beau, a échangé avec les représentants des principales banques françaises implantées en Australie (Natixis, BNPP, Société Générale, Crédit Agricole...), la Chambre de commerce FACCI et le Service économique régional. Les échanges ont porté sur la présence et les activités de ces institutions financières françaises sur la zone Asie-Pacifique, avec un accent mis sur le financement structuré et les projets d'infrastructures et d'énergies renouvelables. La Banque de France a rappelé son rôle en matière de gestion des risques, l'intégration des considérations climatiques dans son portefeuille de missions et l'importance de la confiance publique dans la conduite des politiques économiques. Les participants ont également abordé les dynamiques régionales, en particulier l'impact des sanctions américaines sur les marchés, ainsi que la dédollarisation et les stratégies d'allocation d'actifs qui en découlent.



## AUSTRALIE

### EY anticipe un impact positif pour l'Australie de la guerre commerciale américaine

Selon une étude d'EY Océanie, l'Australie pourrait tirer profit de la guerre commerciale engagée par Donald Trump. Avec des droits de douane limités à 10 % sur ses exportations vers les États-Unis, contre 50 % pour le Brésil et 39 % pour la Suisse, elle gagnerait en compétitivité relative sur le marché américain. Dans le secteur bovin, la hausse des tarifs sur le bœuf brésilien a réduit les échanges avec ce pays, entraînant un report de la demande vers la viande australienne et une augmentation des prix du bétail. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales offriraient également de nouvelles opportunités, notamment vers la Chine, qui réorienterait une partie de sa demande de produits américains (gaz naturel liquéfié et pétrole). Enfin, les tensions commerciales pourraient encourager de nouveaux investissements étrangers en Australie dans le secteur des minerais critiques, en particulier en provenance des États-Unis et de leurs alliés. [AFR](#), [EY](#)

### **Les barrières commerciales européennes font pression sur une industrie de l'acier fragilisée**

La Commission européenne a réduit de moitié le quota annuel d'acier importé sans droits de douane, le fixant à 18,3 M tonnes. Au-delà de cette limite, les importations seront taxées à 50 %. Ursula von der Leyen a exprimé sa volonté de protéger l'industrie du continent et favoriser sa décarbonation. Les producteurs australiens seront touchés par ces mesures : en 2024, ils ont exporté à hauteur de 148 M USD d'acier et de fer vers l'Union européenne. L'industrie nationale est déjà fragilisée par la concurrence chinoise, dont le volume d'exportation d'acier a augmenté de 38 % en 2023. L'acier australien est de plus visé par des droits de douane américains de 50 % fixés par l'administration Trump. Ce contexte défavorable menace l'industrie et pousse le gouvernement et les Etats à la soutenir : l'entreprise Whyalla a évité la faillite grâce au soutien financier des pouvoirs publics à hauteur de 500 M AUD. [AFR](#)

### **La croissance de la consommation d'énergie sape les efforts visant à abandonner le charbon**

L'utilisation du charbon noir pour alimenter le réseau énergétique australien a augmenté au cours des deux dernières années, la demande croissante en électricité mettant sous pression les projets du gouvernement visant à passer aux énergies renouvelables et à réduire les émissions de carbone. Une nouvelle analyse des données énergétiques trimestrielles montre que l'électricité produite à partir du charbon noir, un minéral très polluant utilisé pour alimenter certaines des plus grandes centrales électriques d'Australie, a augmenté de 0,8 % au troisième trimestre 2025 par rapport à la même période l'année dernière, et de 2,6 % depuis 2023. La baisse de la consommation de lignite (charbon moins polluant) qui alimente les centrales électriques de Victoria a entraîné une diminution globale de 0,8 % de la consommation de charbon, mais ce chiffre reste bien inférieur au taux de réduction nécessaire pour atteindre l'objectif fédéral de 82 % d'énergies renouvelables d'ici 2030. [AFR](#)

### **L'Australie lance un plan de sauvetage de 395 millions AUD pour le site de cuivre de Glencore**

Le gouvernement australien a annoncé un plan de soutien exceptionnel de 395 millions AUD en faveur du site métallurgique de Glencore à Mount Isa, dans le Queensland. Cette aide publique vise à éviter la fermeture de la fonderie de cuivre, considérée comme essentielle pour l'industrie nationale et la chaîne d'approvisionnement en métaux critiques. Le site emploie plusieurs centaines de travailleurs et constitue un maillon clé du secteur minier régional. Le plan de sauvetage prévoit des subventions directes, des allègements fiscaux et des investissements dans des technologies plus propres afin de réduire l'empreinte carbone du site. Le gouvernement justifie cette intervention par la nécessité de préserver la souveraineté minérale du pays et de soutenir la transition énergétique. Glencore, de son côté, a salué la décision tout en précisant qu'elle continuerait à évaluer la viabilité à long terme de ses opérations en Australie face à la volatilité des prix des matières premières. [Reuters](#)

## **L'Australie inflige une amende de 18 millions AUD à Telstra pour des pratiques commerciales trompeuses**

L'Autorité australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC) a imposé à Telstra, le plus grand opérateur télécom du pays, une amende de 18 millions AUD pour des pratiques commerciales jugées trompeuses concernant la vitesse de ses services Internet. L'enquête a montré que Telstra avait vanté des vitesses maximales que nombre de clients ne pouvaient en réalité pas atteindre et avait transféré des clients sur des réseaux moins performants sans les informer. Ces allégations marketing, considérées comme mensongères, ont conduit l'ACCC à exiger un remboursement partiel pour les consommateurs affectés. Telstra a reconnu les manquements et accepté les sanctions, tout en annonçant un renforcement de ses procédures internes de vérification des performances réseau. Cette décision s'inscrit dans une série de mesures du régulateur visant à améliorer la transparence dans le marché des télécommunications, secteur stratégique pour la compétitivité numérique de l'Australie. Elle illustre également la volonté des autorités de responsabiliser les grands opérateurs face à leurs obligations contractuelles et à la protection des consommateurs. Cette prise en considération découle en partie de la panne généralisée d'Optus survenue le 18 septembre dernier, laquelle a empêché de nombreux appels d'urgence. [Reuters](#)

## **NOUVELLE-ZELANDE**

### **Le nombre record d'émigrés alerte sur la situation économique du pays**

De juin 2024 à juin 2025, 72 000 Néo-Zélandais ont quitté le pays, le deuxième plus haut niveau d'émigration jamais enregistré par Stats NZ, dépassé seulement par février 2012. Le solde migratoire net atteint +13 700 sur la période, soutenu par le gain net de 60 200 non-citoyens. Toutefois, le solde migratoire des non-citoyens a diminué de moitié en un an. La situation économique difficile du pays, qui a enregistré une baisse du PIB en juin, explique en partie ce solde migratoire historiquement faible. Le nombre de départs de Néo-Zélandais de 30 ans et plus a augmenté, suggérant la perte de travailleurs qualifiés. 60 % de ces émigrés quittent le pays pour l'Australie, dont 35 % de non-citoyens. Le gouvernement Luxon a annoncé de nouveaux visas pour favoriser l'immigration qualifiée et augmenter l'attractivité du pays. [StatsNZ](#), [News.com.au](#)

### **Les océans néo-zélandais se réchauffent 34 % plus vite que la moyenne mondiale mettant en danger les habitations et l'industrie**

Selon le dernier rapport triennal du ministère de l'Environnement et de Stats NZ, intitulé « Our Environment 2025 », 180 milliards de dollars néo-zélandais de logements et 26 milliards de dollars d'infrastructures seraient menacés par les inondations et les tempêtes. Le rapport

compile des statistiques, des données et des recherches dans cinq domaines (air, atmosphère et climat, eau douce, terre et mer) afin de dresser un tableau de l'état de l'environnement marin néo-zélandais. Le dernier rapport de la série, intitulé « Our Marine Environment 2025 », dresse un tableau sombre des océans et des côtes du pays, caractérisé par le réchauffement et l'élévation du niveau des mers, l'intensification des vagues de chaleur marines et l'acidification des océans, provoqués par le réchauffement climatique. Environ 1 300 maisons côtières pourraient subir des dommages importants en raison de conditions météorologiques extrêmes. Certaines régions connaîtront une élévation du niveau de la mer de 20 à 30 cm d'ici 2050, ce qui constituera un point de basculement pour certaines communautés. [The Guardian](#)

### **Brookfield et Powerco s'emparent du géant néo-zélandais des pipelines Clarus pour 2 milliards AUD**

Le fonds canadien Brookfield Asset Management, associé à la société énergétique Powerco, a finalisé l'acquisition du groupe néo-zélandais Clarus pour un montant estimé à deux milliards AUD. Clarus, principal exploitant de pipelines et d'infrastructures de transport d'énergie du pays, joue un rôle clé dans la distribution du gaz et de l'eau à l'échelle nationale. Cette transaction marque l'une des plus importantes opérations de fusion-acquisition du secteur énergétique néo-zélandais depuis plusieurs années. Brookfield renforce ainsi sa position dans les actifs d'infrastructure en Océanie, dans le cadre de sa stratégie mondiale de diversification et de décarbonation. Les autorités néo-zélandaises ont accueilli favorablement l'investissement, tout en soulignant l'importance du respect des normes de sécurité et de durabilité environnementale. L'opération pourrait permettre une modernisation des réseaux et une amélioration de la résilience énergétique du pays face aux défis liés à la transition climatique. [The Australian](#)

## **PACIFIQUE**

### **Fidji : baisse des prix de 3,8 % sur un an en septembre 2025**

Selon le Bureau des statistiques des Fidji, les prix à la consommation ont reculé de -3,8 % en septembre 2025 en glissement annuel après -3,5 % en août 2025 marquant un net recul. Les principales contributions à la baisse sont la nourriture et les boissons non alcoolisées (-8,2 %), les transports (-8,1 %) et les vêtements (-4,1 %). En moyenne annuelle, l'indice des prix a également diminué de 0,9 % sur les douze mois achevés en septembre 2025. [Fiji Bureau of Statistics](#)

### **Des bourses pour répondre à l'émigration et la baisse de la fertilité**

Depuis 2018, 114 000 Fidjiens ont quitté le pays, soit 12 % de la population. Le manque d'opportunités et d'investissements dans le marché du travail intérieur a poussé de nombreux travailleurs au départ. L'émigration de travailleurs qualifiés, notamment vers l'Australie et la

Nouvelle-Zélande, pose un risque de *brain drain* et a un impact négatif sur les perspectives de croissance du pays. L'opposition alerte déjà sur la situation du système de santé et le manque des médecins. Les dynamiques démographiques pèsent également sur l'évolution de la population active : le taux de fécondité était de 2,3 enfants par femme en 2023, une baisse de moitié en 40 ans. Pour encourager les travailleurs qualifiés à rester, le gouvernement a annoncé la mise en place des bourses accordées au mérite permettant d'acquérir des compétences sans quitter le pays. [FBC](#)



# PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dettes publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025(p)	2026 (p)	2024	2024			
Australie	27,5	1 742	61 557	1,0	1,6	2,0	-0,3	49,0	4,2 (Août 25)	3,6 (Août-25)	2,1 (T2-25)
Nouvelle-Zélande	5,3	258	47 371	-0,5	1,4	2,7	-6,0	51,2	5,2 (T2-25)	3,0 (Août-25)	2,7 (T2-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dettes publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie- Nouvelle- Guinée	12,5	31,7	2 524	3.744	4,6	3,5	14,55	53,70	160	4,50
Fidji	0,9	5,9	6 445	3,7	2,6	2,8	-6,71	80,04	111	2,30
Îles Salomon	0,8	1,8	2 269	2,5	2,7	2,8	-3,71	22,02	156	4,23
Vanuatu	0,3	1,2	3 496	0,9	1,4	2,1	-7,64	44,60	146	4,22
Samoa	0,2	1,1	5 062	9,4	5,4	2,6	-4,82	27,71	122	3,59
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-2,03	9,92	140	2,49
Tonga	0,1	0,5	5 444	2,1	2,7	2,3	-3,91	38,25	92	4,69
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,1	1,5	-0,36	10,92	149	5,44
Îles Marshall	0,04	0,3	7 368	2,8	2,5	4,1	16,86	16,68	108	5,36
Palaos	0,02	0,3	17 000	7,1	5,7	3,5	-34,57	69,673	84	3,61
Nauru	0,0	0,2	12 385	1,8	2,0	1,6	5,25	17,59	124	11,57
Tuvalu	0,01	0,1	6 200	3,3	2,8	2,3	3,25	3,87	129	1,17

Sources: FMI et données nationales

## À NE PAS MANQUER !

### Le Grand Paris Express voyage en Australie

À l'occasion du lancement d'une exposition autour du Grand Paris Express, le Service économique régional réunira, le 21 octobre à Sydney, des acteurs institutionnels et industriels français et australiens du transport et de l'aménagement urbain.

Au-delà de la mise en valeur d'un projet d'infrastructure majeur en Europe, cette rencontre vise à favoriser un dialogue stratégique entre la France et l'Australie autour de défis communs en matière de mobilité durable, d'aménagement des villes et de financement des grands projets d'infrastructure. Elle offrira une plateforme de discussion pour les acteurs publics et privés, afin de renforcer les partenariats et identifier de nouvelles opportunités économiques bilatérales dans le secteur.

*Plus d'informations ci-dessous.*

### Événements à venir

Sydney	20-22 octobre	Ambassade de France	International Mining and Resources Conference & déplacement officiel du Délégué Interministériel aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS)	<a href="#">Inscrivez-vous ici !</a>
Sydney	21 octobre	Ambassade de France	Grand Paris Express Soft Launch	<a href="#">Inscrivez-vous ici !</a>
Melbourne	21 octobre	FACCI	Tech Industry Series - AI at the Core	<a href="#">Inscrivez-vous ici !</a>
Auckland	23 octobre	FNZCCI	Climate & Sustainability Forum: Decarbonising Transport	<a href="#">Inscrivez-vous ici !</a>
Auckland	23-24 octobre	Délégation de l'Union européenne	EU-NZ Business Summit	Sur invitation. Nous contacter pour plus d'informations.

Nous contacter : [ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr](mailto:ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr)

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, inscrivez-vous en cliquant ici.

**Clause de non-responsabilité :** Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.